CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 66.363/2/V
du 29 juillet 2019

sur

un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 15 juin 1999 relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 66.363/2/V
van 29 juli 2019

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juni 1999 betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden'

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Le 18 juin 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 2 août 2019, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 15 juin 1999 relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 29 juillet 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAYEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juillet 2019.

*

Op 18 juni 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 2 augustus 2019 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juni 1999 betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 29 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Patrick RONVAUX, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAYEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juli 2019.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Le préambule de l'arrêté en projet vise l'avis de l'Inspecteur des finances. Le dossier transmis à la section de législation ne contient toutefois aucun avis.

Il conviendra de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable pour autant que les conditions de la saisine de l'Inspecteur des Finances, telles qu'elles sont prévues à l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', sont rencontrées en l'espèce.

De même, l'accord de la Ministre du Budget sera requis si les conditions prévues à l'article 5 du même arrêté sont réunies [1].

[1] Article 5 : « Sont soumis à l'accord préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :
1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistants ;
2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles ».
Article 14 : « Sont soumis, pour avis préalable, aux Inspecteurs des Finances :
1° les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et l'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :
a) qui sont soumis au Conseil des Ministres ;
b) qui sont soumis aux Ministres qui ont le budget ou l'administration générale dans leurs attributions ;
2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion financière directe ou indirecte, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services ;
3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de l'État ».

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté en projet trouve son fondement dans la loi du 21 décembre 1998 'relative à la sécurité lors des matches de football', plus précisément en son article 8 [2], qui dispose comme suit :

> « Le Roi détermine le nombre minimum de stewards et leur structure hiérarchique, les compétences et les tâches des responsables de la sécurité mandatés et du rapporteur [lire : supporters] liaison officer, ainsi que les conditions minimales de recrutement, de formation et de capacité auxquelles les stewards, les responsables de la sécurité mandatés et les supporters liaison officer doivent satisfaire ».

En application de cette disposition, on peut admettre que l'arrêté en projet détermine les conditions minimales [3] de recrutement du responsable de sécurité et du *supporters liaison officer* (articles 7 et 7*bis*/6 en projet de l'arrêté royal du 15 juin 1999 'relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football' [4]), parmi lesquelles l'adéquation à un profil dont le contenu est déterminé (articles 7*bis*/1 et 7*bis*/7 en projet [5]), ainsi que les modalités selon lesquelles ces conditions seront vérifiées, que ce soit par la transmission de certains documents, le fait de mener une enquête ou l'exigence d'un entretien personnel (articles 7*bis*/2 et 7*bis*/8 en projet [6]). Dans le cadre de l'habilitation qui Lui est faite de déterminer les conditions minimales de capacité, le Roi peut également déterminer la manière dont l'organisateur devra vérifier que les personnes recrutées pour exercer ces fonctions remplissent certaines exigences durant leur carrière (articles 7*bis*/2, § 2, dernier alinéa, et § 3, et 7*bis*/8, § 2, alinéas 4 et 5, en projet [7]). Enfin, on peut également admettre que l'arrêté en projet exige la conclusion d'une convention, dont il fixe le contenu minimun, entre l'organisateur, d'une part, et le responsable de sécurité ou le *supporters liaison officer*, d'autre part (articles 2, 7*bis*/5 et 7*bis*/9 en projet [8]).

[2] Tel que remplacé par l'article 6 de la loi du 3 juin 2018.

[3] Voir à ce sujet l'observation n° 1 formulée sous l'article 3.

[4] Articles 3 (le premier) et 9 du projet.

[5] Articles 3 (le deuxième) et 10 du projet.

[6] Articles 4 et 11 du projet.

[7] Articles 4 et 11 du projet.

[8] Articles 1er, 8 et 11 du projet.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Par contre, ni l'article 8 ni aucune autre disposition de la loi n'autorisent le Roi à envisager l'adoption d'un code de conduite qui devra être inclus par les organisateurs dans les conventions qu'ils concluent avec les responsables de sécurité ou les *supporters liaison officers* et dont le non-respect par ces personnes pourra entraîner leur révocation (articles 2, § 2, et 7*bis*/9, § 2, en projet [9]). *A fortiori*, il ne Lui revient pas d'attribuer un tel pouvoir à la fédération sportive coordinatrice, quand bien même est-il prévu que le code de conduite sera soumis pour « agrément » au ministre. Il en va d'autant plus ainsi que, ce faisant, pareille attribution obligatoire de pouvoir à la fédération sportive coordinatrice emporterait une ingérence dans le fonctionnement interne de l'association concernée [10].

Les articles 2, § 2, et 7*bis*/9, § 2, en projet seront revus en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1er, il convient de viser plus précisément l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998.

Article 3

1. L'article 7 en projet de l'arrêté royal du 15 juin 1999 précise les conditions que le responsable de sécurité doit remplir. Tel qu'il est rédigé, cet article pourrait être compris comme fixant ces conditions de manière exhaustive. Or, en application de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998, le Roi est habilité à déterminer les conditions « minimales » de recrutement.

La phrase introductive de l'article 7 sera modifiée afin de préciser qu'il s'agit des conditions « minimales ».

2. Parmi les conditions à remplir pour être responsable de sécurité, l'article 7, 3°, en projet précise qu'il ne faut pas « avoir été radié du Registre national des personnes physiques sans avoir communiqué de nouvelle adresse ».

Il convient plutôt de viser l'hypothèse de la radiation des registres dont il est question à l'article 2 de la loi du 8 août 1983 'organisant un registre national des personnes physiques'.

[9] Articles 2 et 11 du projet.

[10] Ceci n'empêche pas les organisateurs, volontairement, de faire appel à la fédération sportive coordinatrice pour qu'elle établisse un code de conduite qu'ils choisiraient, librement, d'intégrer dans les conditions d'exercice de la fonction qu'ils établiraient dans la convention.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

3. Le 5° en projet prévoit de « présenter l'aptitude physique et psychique requise pour exercer la fonction » tout en précisant que cette aptitude sera vérifiée « au moyen d'un examen médical suite auquel un certificat médical est délivré ».

Cette disposition est relativement floue. On n'aperçoit en effet pas, à défaut d'autre précision, ce qu'est l'aptitude physique et psychique requise pour exercer la fonction. Par ailleurs, en ce qui concerne l'examen médical, il n'apparaît pas s'il appartient au candidat ou à l'organisateur de prévoir cet examen.

Le 5° en projet sera revu en conséquence.

4. Le 6° en projet vise le fait de « ne pas avoir été condamné, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle, telle que visée à l'article 7 du Code pénal, ou à une peine similaire à l'étranger », « à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière ».

Ce faisant, la disposition en projet instaure une condition relative à l'interdiction de condamnation pénale qui ne tient pas compte de l'identité de la règlementation à laquelle il a été contrevenu, sauf pour ce qui concerne la police de la circulation routière.

À propos d'une disposition similaire, la section de législation, dans son avis n° 60.619/2 [11], a observé ce qui suit :

> « Il convient de vérifier si une telle mesure est compatible avec le respect dû au droit au libre choix de l'activité professionnelle, tel qu'il est notamment garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme [12] ainsi que par les articles 22 [13] et 23 [14] de la Constitution, [et] avec l'interdiction de discrimination dans la réglementation de ce libre choix, telle qu'elle découle de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme combiné avec l'une des dispositions susdites.
>
> Comme l'a relevé la section de législation,
>
> 'Il est certes admissible que la loi prévoie – le cas échéant de manière automatique – une interdiction professionnelle ou une suspension de droits fondamentaux à titre de sanction accessoire en cas de condamnation encourue à raison de la commission de faits pénaux. C'est à la condition toutefois qu'il existe un lien spécifique et rationnel entre la nature des faits pénaux concernés et les éventuelles 'déviances' qu'ils révèlent, d'une part, et les qualités requises pour exercer la profession et le droit fondamental

[11] Avis n° 60.619/2 donné le 25 janvier 2017 sur un avant-projet devenu la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 2388/001, pp. 159 à 196, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/60619.pdf).

[12] *Note de bas de page n° 26 de l'avis cité :* Voir Cour eur. D.H., arrêt *Bigaeva c. Grèce*, 28 mai 2009, §§ 22-23 ; arrêt *Albanese c. Italie*, 23 mars 2006, §§ 53-54.

[13] *Note de bas de page n° 27 de l'avis cité :* Voir en effet, sur le parallélisme d'interprétation entre la notion de vie privée au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et la même notion au sens de l'article 22 de la Constitution, C.C., 145/2011, 22 septembre 2011, B.33.2 : « Il ressort en outre des travaux préparatoires de l'article 22 de la Constitution que le Constituant a cherché 'à mettre le plus possible la proposition en concordance avec l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH), afin d'éviter toute contestation sur le contenu respectif de l'article de la Constitution et de l'article 8 de la CEDH' (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2) ».

[14] *Note de bas de page n° 28 de l'avis cité :* Voir C.C., arrêt n° 56/2011, 28 avril 2011, B.8.1.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

concerné, d'autre part [15]. À défaut qu'un tel lien existe et que sa rationalité puisse être démontrée […], la mesure doit être considérée comme disproportionnée [16], et s'expose au grief supplémentaire de traiter à l'identique, sans justification objective et raisonnable, des délinquants pénaux ne se trouvant pas dans des situations comparables au regard de cette mesure. La section de législation du Conseil d'État ne peut sur ce point que renvoyer, par analogie, à la motivation qui a conduit la Cour européenne des droits de l'Homme, dans un arrêt *Thlimmenos c. Grèce,* à juger contraire à l'article 14 de la Convention éponyme, la législation nationale qui privait automatiquement les personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum,* de la possibilité d'exercer la profession d'expert-comptable [17, 18].

---

[15] *Note de bas de page n° 29 de l'avis cité :* Note de bas de page 5 de l'avis cité : Voir en ce sens, notamment, C.C., 38/2000, 29 mars 2000, B.4 (à propos de l'interdiction faite aux personnes ayant commis certains faits pénaux – enlèvements de mineurs ; attentat à la pudeur ou viol ; corruption de la jeunesse et prostitution ; outrages publics aux bonnes mœurs – d'être débitants de boissons fermentées à consommer sur place) : « Les faits qui valent à leur auteur l'interdiction en cause sont de ceux dont le législateur peut penser, sans erreur manifeste, que ceux qui les ont commis risquent plus que d'autres, s'ils tiennent un débit de boissons fermentées à consommer sur place, de favoriser ou de commettre des faits de même nature ».

[16] *Note de bas de page n° 30 de l'avis cité :* Note de bas de page 6 de l'avis cité : Voir, par analogie, les motifs qui ont conduit la Cour européenne des droits de l'homme à conclure à l'inadmissibilité de la suspension automatique des droits politiques des personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum* (Cour eur. D.H., arrêt *Hirst c. Royaume-Uni (n° 2)* du 6 octobre 2005, § 82, « (La disposition de la législation électorale britannique querellée) demeure un instrument sans nuances, qui dépouille du droit de vote, garanti par la Convention, un grand nombre d'individus, et ce de manière indifférenciée. Cette disposition inflige une restriction globale à tous les détenus condamnés purgeant leur peine et s'applique automatiquement à eux, quelle que soit la durée de leur peine et indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise et de leur situation personnelle. Force est de considérer que pareille restriction générale, automatique et indifférenciée à un droit consacré par la Convention et revêtant une importance cruciale outrepasse une marge d'appréciation acceptable, aussi large soit-elle, et est incompatible avec l'article 3 du Protocole n° 1 »). Voir également, et toujours par analogie, les motifs qui ont conduit la Cour européenne des droits de l'Homme à conclure à l'inadmissibilité de la suspension automatique des droits parentaux des personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum* (Cour eur. D. H., arrêt *Sabou et Piracalab c. Roumanie* du 28 septembre 2004, §§ 48-49 : « La Cour observe que l'infraction pour laquelle le requérant a été condamné était totalement étrangère aux questions liées à l'autorité parentale et qu'à aucun moment, il n'a été allégué un manque de soins ou des mauvais traitements de sa part envers ses enfants. La Cour relève qu'en droit roumain, l'interdiction d'exercer les droits parentaux s'applique automatiquement et d'une manière absolue à titre de peine accessoire à toute personne qui exécute une peine de prison, sans aucun contrôle de la part des tribunaux et sans aucune prise en considération du type d'infraction et de l'intérêt des mineurs. Dès lors, elle constitue plutôt un blâme moral ayant comme finalité la punition du condamné et non pas une mesure de protection de l'enfant. Eu égard à ces circonstances, la Cour estime qu'il n'a pas été démontré que le retrait en termes absolus et par effet de la loi des droits parentaux du premier requérant répondait à une exigence primordiale touchant aux intérêts des enfants et partant, qu'il poursuivait un but légitime, à savoir la protection de la santé, de la morale, ou de l'éducation des mineurs »).

[17] *Note de bas de page n° 31 de l'avis cité :* Note de bas de page 7 de l'avis cité : Cour eur. D.H., arrêt *Thlimmenos c. Grèce* du 6 avril 2000, § 47 : « La Cour estime qu'en principe les États ont un intérêt légitime à exclure certains délinquants de la profession d'expert-comptable. Toutefois, elle considère par ailleurs que, contrairement à des condamnations pour d'autres infractions majeures, une condamnation consécutive à un refus de porter l'uniforme pour des motifs religieux ou philosophiques ne dénote aucune malhonnêteté ou turpitude morale de nature à amoindrir les capacités de l'intéressé à exercer cette profession. L'exclusion du requérant au motif qu'il n'avait pas les qualités requises n'était donc pas justifiée. La Cour prend note de l'argument du Gouvernement selon lequel les personnes qui refusent de servir leur pays doivent être punies en conséquence. Toutefois, elle relève également que le requérant a purgé une peine d'emprisonnement pour avoir refusé de porter l'uniforme. Dans ces conditions, la Cour estime qu'infliger une autre sanction à l'intéressé était disproportionné. Il s'ensuit que l'exclusion du requérant de la profession d'expert-comptable ne poursuivait pas un but légitime. Partant, la Cour considère que le refus de traiter le requérant différemment des autres personnes reconnues coupables d'un crime n'avait aucune justification objective et raisonnable ».

[18] *Note de bas de page n° 32 de l'avis cité :* Avis 50.421/4 donné le 26 octobre 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 15 juillet 2013 'relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Appelée à justifier l'interdiction en projet, la déléguée du ministre a donné les explications suivantes :

'Le législateur a dès l'origine considéré que les personnes souhaitant accéder au secteur de la sécurité privée et particulière ne pouvaient pas avoir encouru certaines condamnations.

Dans la loi actuelle du 10 avril 1990, des conditions plus strictes ont été prévues pour le personnel dirigeant que pour le personnel exécutant. Ainsi, un dirigeant ne peut pas avoir encouru la moindre condamnation correctionnelle, à l'exception des condamnations pour infractions à la réglementation sur la circulation routière. Pour le personnel exécutant, il a été décidé d'exclure les personnes ayant encouru une lourde peine (six mois d'emprisonnement au moins) ou ayant encouru une condamnation pour une des infractions citées limitativement dans la loi et jugées comme particulièrement graves par le législateur (vol, armes prohibées, …). Au fil du temps, plusieurs modifications législatives ont été nécessaires afin de pouvoir tenir compte de nouveaux types de peines (telles que les peines de travail), d'actualiser la liste de ces infractions, …

Cependant, dans la pratique, on considère, dans la presque totalité des cas, qu'une personne ayant encouru une condamnation correctionnelle non visée à l'article 6, al. 1er, 1°, ne répond pas aux conditions de sécurité nécessaires à l'exercice de ses fonctions. L'intéressé se voit donc *in fine* refuser l'accès au secteur de la sécurité privée et particulière, mais demeure d'abord dans l'incertitude pendant toute la durée de l'enquête et de la procédure de refus.

Par conséquent, il est proposé de prévoir la même condition pour le personnel d'exécution que pour le personnel dirigeant, à savoir l'absence de condamnation correctionnelle. En indiquant clairement dans la loi que les membres du personnel d'exécution ne peuvent pas avoir encouru de condamnation correctionnelle, les personnes concernées bénéficieraient de plus de sécurité juridique et les procédures seraient simplifiées administrativement. Par ailleurs, il est à noter que plusieurs catégories d'exécutants, tels que les chargés de cours et les agents constatateurs, sont déjà soumis à la même condition que les dirigeants.

En outre, le secteur de la sécurité privée ayant été étendu et les tâches exercées élargies, il ne semble pas disproportionné d'attendre dans le chef de toute personne active dans le secteur de la sécurité privée de ne pas avoir de condamnation correctionnelle figurant sur son casier judiciaire. Toute personne ayant été condamnée dispose par ailleurs de la possibilité d'introduire si elle le souhaite une demande de réhabilitation. En cas d'octroi de cette réhabilitation, l'accès au secteur sera à nouveau possible.

En ce qui concerne d'éventuelles exceptions à la règle, il a été considéré qu'il serait extrêmement compliqué de prévoir une liste exhaustive d'exceptions et que cela irait à l'encontre de la volonté de simplifier la loi. L'exception relative aux infractions à la réglementation sur la circulation routière a toutefois été reprise parce qu'elle figure déjà actuellement dans la loi du 10 avril 1990 (article 5, 1° : exception insérée par l'article 139 de la loi portant dispositions diverses (III) du 1er mars 2007)'.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route', *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2612/1, p. 89.

Compte tenu des particularités du secteur de la sécurité privée et de la fiabilité que l'on est en droit d'attendre des personnes qui y travaillent [19], il semble *a priori* admissible que soit exclue toute condamnation à une peine correctionnelle figurant dans le casier judiciaire.

La justification avancée en ce qui concerne l'exception relative aux infractions à la réglementation relative à la police de la circulation routière, à savoir qu'il s'agit d'une exception qui figurait déjà dans la loi du 10 avril 1990, ne peut par contre, en tant que telle, emporter la conviction.

En effet, de deux choses l'une :

– soit l'auteur de l'avant-projet ne fait pas de distinction entre les différentes condamnations à des peines correctionnelles, partant du principe que toute condamnation à une peine correctionnelle – compte tenu de sa gravité – est en soi indicative d'un problème au regard de l'exigence de fiabilité attendue dans ce secteur ;

– soit l'auteur de l'avant-projet entend prendre en compte l'identité de la réglementation qui a été enfreinte et, dans ce cadre, si l'on peut comprendre que, pour la plupart des fonctions exercées, il envisage de ne pas tenir compte des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière, on peut toutefois se demander, d'une part, si, pour certaines fonctions, de telles condamnations ne devraient tout de même pas être interdites (on songe, par exemple, aux transporteurs de fonds) et, d'autre part, si la disposition en projet ne devrait pas exclure d'autres législations particulières au motif que la nature des infractions est sans lien avec les fonctions exercées, sauf à prévoir, comme actuellement, une liste positive de législation dont la violation justifierait l'interdiction.

La disposition sera revue en conséquence ».

Le 5° en projet sera revu à la lumière de cette observation.

Article 4

1. À l'article 7*bis*/2, § 1er, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'aligner les deux versions linguistiques en ajoutant une virgule après le mot « équivalent » dans la version française, ce qui contribuera à en clarifier le sens.

2. L'article 7 en projet ne comporte pas de paragraphe. À l'article 7*bis*/2, § 2, alinéa 1er, en projet, il convient donc de supprimer les termes « paragraphe 1er, ».

Article 8

L'article 7*bis*/5 en projet a trait à la convention conclue entre le club [20] et le *supporters liaison officer* et en précise dans les grandes lignes le contenu alors que ce contenu est déterminé de manière plus précise par l'article 7*bis*/9 en projet.

Pour éviter toute ambiguïté, mieux vaut fusionner ces deux dispositions.

[19] *Note de bas de page n° 33 de l'avis cité :* Voir C.C., arrêt n° 156/2015, B.4 et B.5.

[20] Mieux vaut certainement se référer à « l'organisateur ».

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Article 9

L'article 7*bis*/6 en projet prévoit que le « supporters liaison officer doit *mutatis mutandis* répondre aux conditions de base reprises dans l'article 7 ».

Une telle manière de procéder est source d'insécurité juridique.

Compte tenu notamment des conséquences liées au non-respect de ces conditions, mieux vaut dès lors déterminer ces conditions *in extenso* dans la disposition en projet.

L'article 9 sera revu en conséquence.

Article 15

Il y a lieu d'insérer l'article « le » entre la première ouverture des guillemets et le mot « supporters ».

Il convient également de placer une virgule après le mot « officer ».

Article 16

L'article 16 prévoit que l'arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

OBSERVATION FINALE

La numérotation de certains articles pose des difficultés :

1° il y a deux articles 3 ;

2° l'article 7*bis*/9 en projet n'est inséré par aucun article du projet.

La numérotation de l'ensemble du projet sera revue en conséquence.

*

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën. Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, bevat echter geen advies.

Er moet op toegezien worden dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren vervuld wordt, voor zover *in casu* voldaan wordt aan de voorwaarden waaronder de inspecteur van Financiën om advies verzocht kan worden, welke voorwaarden vastgelegd zijn in artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole'.

Ook de akkoordbevinding van de minister van Begroting zal vereist zijn als de voorwaarden vervat in artikel 5 van hetzelfde besluit vervuld zijn.[1]

[1] Artikel 5: "Aan de voorafgaande akkoordbevinding van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort worden voorgelegd de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing:
1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;
2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan."
Artikel 14: "Aan de Inspecteurs van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd:
1° de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing:
a) die aan de Ministerraad worden voorgelegd;
b) die aan de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting en het algemeen bestuur behoren worden voorgelegd;
2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks een financiële weerslag kan hebben en die welke op de administratieve inrichting van de diensten betrekking hebben;
3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Staatswaarborg."

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

ALGEMENE OPMERKING

Het ontworpen besluit vindt rechtsgrond in de wet van 21 december 1998 'betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden', meer bepaald in artikel 8[2] ervan, dat als volgt luidt:

> "De Koning bepaalt het minimum aantal stewards en hun hiërarchische structuur, de bevoegdheden en taken van de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijken en de supporters liaison officer, alsmede de minimale voorwaarden van rekrutering, opleiding en bekwaamheid waaraan de stewards, de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijken en de supporters liaison officer moeten voldoen."

Met toepassing van die bepaling is het aanvaardbaar dat bij het ontworpen besluit de minimumvoorwaarden[3] bepaald worden voor de aanwerving van de veiligheidsverantwoordelijke en de *supporters liaison officer* (artikel 7 en ontworpen artikel 7*bis*/6 van het koninklijk besluit van 15 juin 1999 'betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden'[4]), waaronder een profiel waaraan beantwoord moet worden en waarvan de inhoud bepaald wordt (ontworpen artikelen 7*bis*/1 en 7*bis*/7[5]), alsook de nadere regels volgens welke nagegaan zal worden of in acht zijn genomen die voorwaarden, hetzij door het voorleggen van bepaalde documenten, hetzij het voeren van een onderzoek of het eisen van een persoonlijk onderhoud (ontworpen artikelen 7*bis*/2 en 7*bis*/8[6]). In het kader van de machtiging die aan de Koning verleend wordt om de minimumvoorwaarden te bepalen inzake geschiktheid, kan Hij eveneens de manier bepalen waarop de organisator zal moeten nagaan of de personen die aangeworven zijn om die functies uit te oefenen, tijdens hun loopbaan voldoen aan bepaalde vereisten (ontworpen artikelen 7*bis*/2, § 2, laatste lid, en § 3, en 7*bis*/8, § 2, vierde en vijfde lid[7]). Ten slotte is het eveneens aanvaardbaar dat bij het ontwerpbesluit vereist wordt dat een overeenkomst gesloten wordt, waarvan in het ontwerp de minimuminhoud vastgesteld wordt, tussen de organisator enerzijds en de veiligheidsverantwoordelijke of de *supporters liaison officer* anderzijds (ontworpen artikelen 2, 7*bis*/5 en 7*bis*/9[8]).

Daarentegen wordt de Koning noch bij artikel 8, noch bij enige andere bepaling van de wet, gemachtigd de uitvaardiging in overweging te nemen van een gedragscode die door de organisatoren opgenomen zal moeten worden in de overeenkomsten die zij sluiten met de veiligheidsverantwoordelijken of *supporters liaison officers* en waarvan de nietnaleving door die personen zal ertoe kunnen leiden dat ze "uit hun functie ontzet worden" (ontworpen artikelen 2, § 2, en 7*bis*/9, § 2,[9]). Het staat *a fortiori* niet aan de Koning een dergelijke bevoegdheid op te dragen aan de overkoepelende sportbond, zelfs al wordt in het ontwerp bepaald dat de

[2] Zoals het vervangen is bij artikel 6 van de wet van 3 juni 2018.

[3] Zie daaromtrent opmerking 1 bij artikel 3.

[4] Artikelen 3 (het eerste) en 9 van het ontwerp.

[5] Artikelen 3 (het tweede) en 10 van het ontwerp.

[6] Artikelen 4 en 11 van het ontwerp.

[7] Artikelen 4 en 11 van het ontwerp.

[8] Artikelen 1, 8 en 11 van het ontwerp.

[9] Artikelen 2 en 11 van het ontwerp.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

gedragscode voor "erkenning" aan de minister voorgelegd zal worden. Dat geldt des te meer daar, zodoende, een dergelijke verplichte opdracht van bevoegdheid aan de overkoepelende sportbond zou neerkomen op een inmenging in de interne werking van de betrokken vereniging.[10]

De ontworpen artikelen 2, § 2, en 7*bis*/9, § 2, moeten dienovereenkomstig herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid dient meer specifiek verwezen te worden naar artikel 8 van de wet van 21 december 1998.

Artikel 3

1. Het ontworpen artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 juin 1999 bepaalt de voorwaarden die de veiligheidsverantwoordelijke moet vervullen. Zoals dit artikel gesteld is, zou het begrepen kunnen worden als zouden daarbij die voorwaarden op exhaustieve wijze vastgelegd worden. Met toepassing van artikel 8 van de wet van 21 december 1998 is de Koning evenwel gemachtigd de "minimale" voorwaarden voor de aanwerving te bepalen.

De inleidende zin van artikel 7 moet aldus gewijzigd worden dat daarin wordt gepreciseerd dat het gaat om de "minimale" voorwaarden.

2. Als één van de te vervullen voorwaarden om veiligheidsverantwoordelijke te zijn stelt het ontworpen artikel 7, 3°, dat men "niet geschrapt [mag] zijn uit het Rijksregister van natuurlijke personen zonder een nieuw adres meegedeeld te hebben".

Er dient veeleer verwezen te worden naar het geval van schrapping uit de registers waarvan sprake is in artikel 2 van de wet van 8 augustus 1983 'tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen'.

[10] Dit belet de organisatoren niet om, vrijwillig, een beroep te doen op de overkoepelende sportbond opdat die een gedragscode opstelt die zij dan, naar eigen goeddunken, kunnen opnemen in de voorwaarden om de functie uit te oefenen die zij in de overeenkomst zouden vastleggen.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

3. De ontworpen bepaling onder 5° bepaalt dat men "de vereiste fysieke en psychische geschiktheid [moet] hebben om de functie uit te oefenen" en dat die geschiktheid gecontroleerd zal worden "aan de hand van een medisch onderzoek van waaruit een medisch getuigschrift wordt afgeleverd".

Die bepaling is nogal vaag. Het is immers niet duidelijk, bij gebrek aan nadere precisering, wat de vereiste "fysieke en psychische geschiktheid" is om de functie uit te oefenen. Wat het medische onderzoek betreft, is het bovendien niet duidelijk of de kandidaat dan wel de organisator daarvoor het nodige moet doen.

De ontworpen bepaling onder 5° moet dienovereenkomstig herzien worden.

4. In de ontworpen bepaling onder 6° wordt de voorwaarde gesteld "niet veroordeeld geweest [te] zijn, zelfs niet met uitstel, tot enige correctionele of criminele straf, zoals bedoeld in artikel 7 van het Strafwetboek of tot een gelijkaardige straf in het buitenland", "behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie van het wegverkeer".

Zodoende wordt bij de ontworpen bepaling een voorwaarde inzake het verbod op een strafrechtelijke veroordeling ingevoerd die geen rekening houdt met de identificatie van de regelgeving die overtreden is, de politie over het wegverkeer uitgezonderd.

In verband met een soortgelijke bepaling heeft de afdeling Wetgeving in advies 60.619/2[11] het volgende opgemerkt:

> "Er dient nagegaan te worden of een dergelijke maatregel verenigbaar is met de verplichte eerbiediging van het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid, zoals dat inzonderheid verankerd is in artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens[12] en in de artikelen 22[13] en 23[14] van de Grondwet, en met het verbod van discriminatie in de regelgeving met betrekking tot die vrije keuze, zoals dat verbod voortvloeit uit artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, gelezen in samenhang met een van de voormelde bepalingen.
>
> De afdeling Wetgeving heeft het volgende onder de aandacht gebracht:
>
> 'Weliswaar kan aanvaard worden dat de wet voorziet – in voorkomend geval automatisch voorziet – in een beroepsverbod of een schorsing van fundamentele rechten bij wijze van accessoire sanctie in geval een veroordeling wordt opgelopen ten gevolge van het plegen van strafrechtelijke feiten. Dat is evenwel alleen mogelijk op voorwaarde

[11] Advies 60.619/2, op 25 januari 2017 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 2 oktober 2017 'tot regeling van de private en bijzondere veiligheid' (*Parl.St.* Kamer, 2016-17, nr. 2388/001, 159 tot 196, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/60619.pdf).

[12] *Voetnoot 26 van het geciteerde advies*: Zie EHRM 28 mei 2009, *Bigaeva v. Griekenland*, §§ 22-23; 23 maart 2006, *Albanese v. Italië*, §§ 53-54.

[13] *Voetnoot 27 van het geciteerde advies*: Zie immers voor de parallelle interpretatie van het begrip privéleven in de zin van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en het begrip privéleven in de zin van artikel 22 van de Grondwet, GwH 22 september 2011, 145/2011, B.33.2: "Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 22 van de Grondwet blijkt bovendien dat de Grondwetgever 'een zo groot mogelijke concordantie [heeft willen nastreven] met artikel 8 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM), teneinde betwistingen over de inhoud van dit Grondwetsartikel respectievelijk art. 8 van het EVRM te vermijden' (*Parl.St.* Kamer 1992-93, nr. 997/5, 2)".

[14] *Voetnoot 28 van het geciteerde advies*: Zie GwH 28 april 2011, nr. 56/2011, B.8.1.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

dat er een specifiek en rationeel verband bestaat, enerzijds, tussen de aard van de strafrechtelijke feiten in kwestie en de eventuele "afwijkingen" die ze aan het licht brengen, en, anderzijds, tussen de vereiste hoedanigheid voor het uitoefenen van het beroep en het fundamenteel recht in kwestie.[15] Als geen dergelijk verband bestaat of als niet aangetoond kan worden dat het om een rationeel verband gaat (...), dient de maatregel als buitensporig te worden beschouwd[16] en kan met betrekking tot die maatregel het bijkomend bezwaar geopperd worden dat personen die strafrechtelijke feiten gepleegd hebben maar zich ten aanzien van die maatregel niet in een vergelijkbare situatie bevinden, daardoor zonder objectieve en redelijke rechtvaardiging op dezelfde wijze behandeld worden. De afdeling Wetgeving van de Raad van State kan op dit punt alleen maar bij wijze van analogie verwijzen naar de motivering die het Europees Hof voor de rechten van de mens ertoe gebracht heeft in arrest *Thlimmenos v. Griekenland* te oordelen dat de nationale wetgeving waarbij aan personen die een strafrechtelijke veroordeling van een bepaalde omvang opgelopen hebben automatisch de mogelijkheid ontnomen wordt het beroep van accountant[17] uit te oefenen strijdig is met artikel 14 van het EVRM.'[18]

---

[15] *Voetnoot 29 van het geciteerde advies*: Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Zie in deze zin inzonderheid Grondwettelijk Hof, 38/2000, 29 maart 2000, B.4 (in verband met het verbod opgelegd aan personen die zich schuldig gemaakt hebben aan bepaalde strafrechtelijke feiten - ontvoering van minderjarigen; aanranding van de eerbaarheid of verkrachting; bederf van de jeugd en prostitutie; openbare schennis van de goede zeden; om slijter van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken te zijn): "De feiten die voor de auteur ervan aanleiding hebben gegeven tot het in het geding zijnde verbod, behoren tot het soort feiten waarvan de wetgever, zonder kennelijke vergissing, kan denken dat degenen die ze hebben gepleegd, indien zij een slijterij van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken uitbaten, meer dan anderen het risico inhouden soortgelijke feiten in de hand te werken of te plegen."

[16] *Voetnoot 30 van het geciteerde advies*: Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Zie, bij wijze van analogie, de motieven die het Europees Hof voor de rechten voor de mens ertoe hebben gebracht te besluiten dat niet aanvaard kan worden dat personen die een strafrechtelijke veroordeling van een zekere omvang hebben opgelopen automatisch een schorsing van hun politieke rechten oplopen (EHRM, arrest *Hirst v. Verenigd Koninkrijk* (nr. 2) van 6 oktober 2005, § 82 "(La disposition de la législation électorale britannique querellée) demeure un instrument sans nuances, qui dépouille du droit de vote, garanti par la Convention, un grand nombre d'individus, et ce de manière indifférenciée. Cette disposition inflige une restriction globale à tous les détenus condamnés purgeant leur peine et s'applique automatiquement à eux, quelle que soit la durée de leur peine et indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise et de leur situation personnelle. Force est de considérer que pareille restriction générale, automatique et indifférenciée à un droit consacré par la Convention et revêtant une importance cruciale outrepasse une marge d'appréciation acceptable, aussi large soit-elle, et est incompatible avec l'article 3 du Protocole n° 1)". Zie ook, eveneens bij wijze van analogie, de motieven die het Europees Hof voor de rechten van de mens ertoe gebracht hebben te besluiten dat niet aanvaard kan worden dat personen die een strafrechtelijke veroordeling van een zekere omvang hebben opgelopen automatisch een schorsing van hun ouderlijke rechten oplopen (EHRM, arrest *Sabou en Piracalab v. Roemenië* van 28 september 2004, §§ 48-49: "La Cour observe que l'infraction pour laquelle le requérant a été condamné était totalement étrangère aux questions liées à l'autorité parentale et qu'à aucun moment, il n'a été allégué un manque de soins ou des mauvais traitements de sa part envers ses enfants. La Cour relève qu'en droit roumain, l'interdiction d'exercer les droits parentaux s'applique automatiquement et d'une manière absolue à titre de peine accessoire à toute personne qui exécute une peine de prison, sans aucun contrôle de la part des tribunaux et sans aucune prise en considération du type d'infraction et de l'intérêt des mineurs. Dès lors, elle constitue plutôt un blâme moral ayant comme finalité la punition du condamné et non pas une mesure de protection de l'enfant. Eu égard à ces circonstances, la Cour estime qu'il n'a pas été démontré que le retrait en termes absolus et par effet de la loi des droits parentaux du premier requérant répondait à une exigence primordiale touchant aux intérêts des enfants et partant, qu'il poursuivait un but légitime, à savoir la protection de la santé, de la morale, ou de l'éducation des mineurs").

[17] *Voetnoot 31 van het geciteerde advies*: Voetnoot 7 van het geciteerde advies: EHRM, arrest *Thlimmenos v. Griekenland* van 6 april 2000, § 47: "La Cour estime qu'en principe les États ont un intérêt légitime à exclure certains délinquants de la profession d'expert-comptable. Toutefois, elle considère par ailleurs que, contrairement à des condamnations pour d'autres infractions majeures, une condamnation consécutive à un refus de porter l'uniforme pour des motifs religieux ou philosophiques ne dénote aucune malhonnêteté ou turpitude morale de nature à amoindrir les capacités de l'intéressé à exercer cette profession. L'exclusion du requérant au motif qu'il n'avait pas les qualités requises n'était donc pas justifiée. La Cour prend note de l'argument du Gouvernement selon lequel les personnes qui refusent de servir leur pays doivent être punies en conséquence. Toutefois, elle relève également que le requérant a purgé une peine d'emprisonnement pour avoir refusé de porter l'uniforme. Dans ces conditions, la Cour

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Ingevolge het verzoek om het ontworpen verbod te rechtvaardigen, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

'Le législateur a dès l'origine considéré que les personnes souhaitant accéder au secteur de la sécurité privée et particulière ne pouvaient pas avoir encouru certaines condamnations.

Dans la loi actuelle du 10 avril 1990, des conditions plus strictes ont été prévues pour le personnel dirigeant que pour le personnel exécutant. Ainsi, un dirigeant ne peut pas avoir encouru la moindre condamnation correctionnelle, à l'exception des condamnations pour infractions à la réglementation sur la circulation routière. Pour le personnel exécutant, il a été décidé d'exclure les personnes ayant encouru une lourde peine (six mois d'emprisonnement au moins) ou ayant encouru une condamnation pour une des infractions citées limitativement dans la loi et jugées comme particulièrement graves par le législateur (vol, armes prohibées, …). Au fil du temps, plusieurs modifications législatives ont été nécessaires afin de pouvoir tenir compte de nouveaux types de peines (telles que les peines de travail), d'actualiser la liste de ces infractions, …

Cependant, dans la pratique, on considère, dans la presque totalité des cas, qu'une personne ayant encouru une condamnation correctionnelle non visée à l'article 6, al. 1er, 1°, ne répond pas aux conditions de sécurité nécessaires à l'exercice de ses fonctions. L'intéressé se voit donc *in fine* refuser l'accès au secteur de la sécurité privée et particulière, mais demeure d'abord dans l'incertitude pendant toute la durée de l'enquête et de la procédure de refus.

Par conséquent, il est proposé de prévoir la même condition pour le personnel d'exécution que pour le personnel dirigeant, à savoir l'absence de condamnation correctionnelle. En indiquant clairement dans la loi que les membres du personnel d'exécution ne peuvent pas avoir encouru de condamnation correctionnelle, les personnes concernées bénéficieraient de plus de sécurité juridique et les procédures seraient simplifiées administrativement. Par ailleurs, il est à noter que plusieurs catégories d'exécutants, tels que les chargés de cours et les agents constatateurs, sont déjà soumis à la même condition que les dirigeants.

En outre, le secteur de la sécurité privée ayant été étendu et les tâches exercées élargies, il ne semble pas disproportionné d'attendre dans le chef de toute personne active dans le secteur de la sécurité privée de ne pas avoir de condamnation correctionnelle figurant sur son casier judiciaire. Toute personne ayant été condamnée dispose par ailleurs de la possibilité d'introduire si elle le souhaite une demande de réhabilitation. En cas d'octroi de cette réhabilitation, l'accès au secteur sera à nouveau possible.

En ce qui concerne d'éventuelles exceptions à la règle, il a été considéré qu'il serait extrêmement compliqué de prévoir une liste exhaustive d'exceptions et que cela irait à l'encontre de la volonté de simplifier la loi. L'exception relative aux infractions à la

---

estime qu'infliger une autre sanction à l'intéressé était disproportionné. Il s'ensuit que l'exclusion du requérant de la profession d'expert-comptable ne poursuivait pas un but légitime. Partant, la Cour considère que le refus de traiter le requérant différemment des autres personnes reconnues coupables d'un crime n'avait aucune justification objective et raisonnable."

[18] *Voetnoot 32 van het geciteerde advies*: Advies 50.421/4, gegeven op 26 oktober 2011 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 juli 2013 'betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg', *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2612/1, 89.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

réglementation sur la circulation routière a toutefois été reprise parce qu'elle figure déjà actuellement dans la loi du 10 avril 1990 (article 5, 1° : exception insérée par l'article 139 de la loi portant dispositions diverses (III) du 1er mars 2007).'

Gelet op de bijzonderheden van de sector van de private veiligheid en op de betrouwbaarheid die redelijkerwijze verwacht mag worden van de personen die daarin werken,[19] lijkt *a priori* aanvaard te kunnen worden dat alle personen uitgesloten worden op wier strafblad een veroordeling tot een correctionele straf staat.

De rechtvaardiging van de uitzondering met betrekking tot de inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer, te weten dat het gaat om een uitzondering die reeds zou voorkomen in de wet van 10 april 1990, kan daarentegen als zodanig niet overtuigen.

Het is immers van tweeën één:

- ofwel maakt de steller van het voorontwerp geen onderscheid tussen de verschillende veroordelingen tot correctionele straffen, ervan uitgaande dat elke veroordeling tot een correctionele straf - gelet op de ernst ervan – op zich duidt op een probleem ten aanzien van de vereiste betrouwbaarheid die in deze sector wordt verwacht;

- ofwel is het de bedoeling van de steller van het voorontwerp om de omschrijving van de regelgeving die overtreden is in aanmerking te nemen; hoewel het in dat kader begrijpelijk is dat hij voor het merendeel van de uitgeoefende functies overweegt om de veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer niet in aanmerking te nemen, rijst daarbij evenwel de vraag of, enerzijds, dergelijke veroordelingen voor bepaalde functies toch niet verboden zouden moeten zijn (denk bijvoorbeeld aan de geldtransporteurs) en, anderzijds, of andere specifieke wetgevingen niet door de ontworpen bepaling zouden moeten worden uitgesloten omdat de aard van de inbreuken geen verband houdt met de uitgeoefende functies, tenzij, zoals thans het geval is, voorzien wordt in een positieve lijst van wetgeving waarvan de schending het verbod zou rechtvaardigen.

De bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden".

De ontworpen bepaling onder 5° moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Artikel 4

1. In het ontworpen artikel 7*bis*/2, § 1, tweede lid, dienen de twee taalversies op elkaar afgestemd te worden door het plaatsen van een komma na het woord "équivalent" in de Franse tekst, waardoor de tekst duidelijker zal worden.

2. Het ontworpen artikel 7 bevat geen paragrafen. In het ontworpen artikel 7*bis*/2, § 2, lid 1, dienen de termen "paragraaf 1," bijgevolg weggelaten te worden.

[19] *Voetnoot 33 van het geciteerde advies*: Zie GwH, arrest nr. 156/2015, B.4. en B.5.

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

Artikel 8

Het ontworpen artikel 7*bis*/5 heeft betrekking op de overeenkomst tussen de club[20] en de *supporters liaison officer* en bepaalt in grote lijnen de inhoud ervan, terwijl die inhoud preciezer vastgesteld wordt in het ontworpen artikel 7*bis*/9.

Teneinde verwarring te voorkomen, kunnen die twee bepalingen beter samengesmolten worden.

Artikel 9

Het ontworpen artikel 7*bis*/6 bepaalt dat de "supporters liaison officer (…) *mutatis mutandis* [moet] voldoen aan de basisvoorwaarden opgenomen in artikel 7".

Een dergelijke werkwijze geeft aanleiding tot rechtsonzekerheid.

Gelet met name op de gevolgen die verbonden zijn aan het niet naleven van die voorwaarden, verdient het bijgevolg aanbeveling om die voorwaarden *in extenso* vast te stellen in de ontworpen bepaling.

Artikel 9 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 15

Tussen het eerste aanhalingsteken en het woord "supporters" dient het lidwoord "de" te worden ingevoegd.

Na het woord "officer" dient een komma te worden geplaatst.

Artikel 16

Artikel 16 bepaalt dat het besluit in werking zal treden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Tenzij er een bijzondere reden is die een afwijking rechtvaardigt van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient men in principe af te zien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn toe te kennen om kennis te nemen van de nieuwe regels.

[20] Het is wellicht verkieselijk te verwijzen naar "de organisator ».

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡

SLOTOPMERKING

De nummering van bepaalde artikelen is problematisch:

1° er zijn twee artikelen 3 ;

2° het ontworpen artikel 7*bis*/9 wordt bij geen enkel artikel van het ontwerp ingevoegd.

De nummering van heel het ontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-AJITKGBED-GGDGDUQ‡